

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 22/08/2024

**Rapport de l'Inspection des installations classées valant  
procès-verbal de récolement**

Visite d'inspection du 22/08/2024

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**RAFFINERIE DU MIDI**

76 rue d'Amsterdam  
75009 Paris

Références : UD34/H4/SM/2024-131  
Code AIOT : 0006600874

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement RAFFINERIE DU MIDI implanté 34540 Balaruc-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 02/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAFFINERIE DU MIDI
- 34540 Balaruc-les-Bains
- Code AIOT : 0006600874
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de l'ancienne raffinerie du Midi, à Balaruc-les-Bains, couvre une superficie d'environ 8 hectares situés en bordure de l'Étang de Thau. Il a accueilli de 1883 à 1903 des activités de raffinage, puis de stockage de produits pétroliers jusqu'en 1993.

Les diagnostics environnementaux ont mis en évidence une pollution du site principalement par des hydrocarbures, liée à l'activité du site, et par des métaux lourds (plomb, arsenic,...) liée à la qualité des remblais utilisés pour combler l'étang, l'essentiel du site se trouvant sur l'ancienne emprise de l'étang de Thau.

Suite à la cessation d'activité, des travaux de réhabilitation ont été engagés qui se sont terminés, pour l'essentiel fin 2021 excepté une zone limitée, située au droit d'une pinède qui présente toujours du flottant dans les eaux souterraines.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Cessation d'activité - PV de récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fin des travaux de dépollution des sols	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2.1 et 7	Sans objet
2	Fin de traitement des eaux souterraines	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2.2	Sans objet
3	Surveillance des eaux souterraines et superficielles	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 6.1 et 6.2	Sans objet
4	Analyse des risques résiduels et dossier SUP	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 8 et 9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral n°2021-I-982 du 4 août 2021 a prescrit la fin des travaux de réhabilitation de l'ancienne raffinerie de Balaruc les Bains.

L'inspection a pu constater que les actions prévues ont bien été mises en œuvre et sont terminées sauf pour la zone de la pinède où le traitement des eaux souterraines se poursuit du fait de la présence d'une épaisseur de flottant significative sur 2 piézomètres.

Afin de ne pas retarder la reconversion du site, l'inspection procède à un récolement partiel du site, sur l'ensemble des 8 ha de l'ancienne raffinerie de Balaruc les Bains, à l'exception de la zone de la pinède, figurant dans le plan en annexe au présent rapport, pour laquelle un récolement sera fait ultérieurement.

L'inspection des installations classées considère donc que l'exploitant a satisfait à ses obligations au titre de la protection de l'environnement, sous réserve d'anomalies non visibles actuellement ou de désordres, non prévisibles aujourd'hui, liés à l'ancienne activité et qui se manifesteraient dans le futur.

**Le présent rapport d'inspection vaut procès-verbal de récolement** au titre de l'article R512-39-3 du code de l'environnement, pour le site de l'ancienne raffinerie de Balaruc les Bains, excepté la zone de la pinède.

Conformément aux dispositions de l'article précité du code de l'environnement, il conviendra d'adresser un exemplaire de ce procès-verbal à la société Raffinerie du Midi en tant qu'exploitant et propriétaire du site, ainsi qu'au maire de la commune de Balaruc les Bains ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fin des travaux de dépollution des sols

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2.1 et 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépollution et cartographie pollution résiduelle des sols
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>article 2-1</u>: La société Raffinerie du midi met en œuvre les travaux de dépollution liés au retrait des derniers concentrés dans les sols identifiés</p> <p><u>article 7</u>: rapport de fin des travaux de dépollution des sols</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la fin des travaux d'excavation des sols pollués... l'exploitant transmet au préfet de l'Hérault un rapport d'exécution des travaux.</p> <p>Ce rapport précisera notamment ...//... et fournira une cartographie des teneurs résiduelles des sols sur site...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite du 22 mai 2023 le retrait des pollutions concentrées présentes dans les sols qui s'est terminé en novembre 2021.</p> <p>Le rapport de fin de travaux présentait l'ensemble des éléments demandés excepté les cartographies des teneurs résiduelles qui ont depuis été transmises.</p> <p>Ces cartographies permettent d'apprécier l'état final de la réhabilitation, les teneurs résiduelles pouvant être nettement inférieures aux objectifs de dépollution (cf carte pour les hydrocarbures).</p> <p>L'inspection demande à ce que des vérifications et/ou corrections faites.</p> <p><b>Observation n°1:</b> L'exploitant transmettra, avant le 10 septembre, une mise à jour des cartographies après avoir vérifié:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que les mentions "zone saturée" et "zone non saturée" n'ont pas été inversées; à priori les points non traités (pour impossibilité technique) se trouvent en profondeur (zone saturée);</li> <li>• que les teneurs résiduelles correspondant aux points 3-14 et 1-9 (en rouge) sont représentatives des teneurs après traitement pour les hydrocarbures et que, pour les BTEX, les sondages S106 et S110 sont bien représentés.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Fin de traitement des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Finalisation écrémage passif
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>article 2-2</u>: La société Raffinerie du midi met en œuvre un traitement d'écrouissage passif de la pollution résiduelle des eaux souterraines.</p>

...//...

Dans un délai de 3 mois à compter de l'arrêt du traitement d'écémage passif des eaux souterraines, l'exploitant transmet au préfet de l'Hérault un rapport d'exécution des travaux.

#### Constats :

L'exploitant a transmis:

- la procédure de réception d'écémage passif (MàJ du 12/06/24);
- la fiche monitoring-écémage passif du 9 - 11 juillet 2024;
- le fichier de réception des ouvrages des 1er et 2ème trimestres 2024

L'inspection a demandé à l'exploitant, au cours de l'inspection, d'ouvrir et de sonder certains ouvrages pour confirmer les résultats transmis. L'inspection a constaté:

- sur Pz5 (non équipé): absence de flottant;
- sur Pz S107 (non équipé): moins de 1 cm de flottant;
- sur Pz S171 (équipé d'un écémageur avec réservoir): 17 cm de flottant; à noter que compte tenu de la baisse du niveau de la nappe (de près de 50 cm par rapport au début du mois de juillet), le réservoir n'écémait pas le flottant et a dû être repositionné;
- sur Pz S172 (non équipé) : 7 cm de flottant - à noter que cet ouvrage sera prochainement équipé d'un écémageur passif avec réservoir conformément à la procédure validée par l'inspection;
- sur Pz S131 (équipé d'un écémageur oléophile): "boudin" saturé à 75 % - moins de 1 cm de flottant.

Les constats sont conformes aux éléments transmis.

**Compte tenu de la présence d'une hauteur significative de flottant dans certains piézos (S171 et S172), l'écémage passif doit se poursuivre** conformément à la procédure validée par l'inspection.

La zone de la pinède n'a pas pu faire l'objet d'excavations de sol comme le reste du site, car elle est située sur un massif calcaire qui rend la pollution difficilement accessible. Cette zone représentée dans le plan annexé au présent rapport fera l'objet d'un PV de récolement ultérieurement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Fin de la surveillance des eaux souterraines et superficielles

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/08/2021, article 6.1 et 6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fin de la surveillance

#### Prescription contrôlée :

article 6.1: surveillance de la qualité des eaux souterraines

La surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée par des analyses sur des prélèvements réalisés sur l'ensemble des piézomètres...//...

La fréquence des analyses pourra être redéfinie par l'inspection des installations classées.

article 6.2 - Surveillance de la qualité des eaux superficielles

La surveillance d'écoulements éventuels dans l'Etang de Thau est assurée par les 4 points de prélèvements existants positionnés autour du site...//...

La fréquence des analyses pourra être redéfinie par l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le suivi des eaux souterraines et superficielles du 1er semestre 2024.

La synthèse de la dernière campagne d'analyses (mars 2024) précise:

*"D'un point de vue analytique, les concentrations en hydrocarbures C10-C40, HAP ou BTEX sont inférieures ou proches des limites de quantification et toujours inférieures aux valeurs de référence sur les eaux souterraines et superficielles."*

Le suivi des eaux souterraines et des eaux superficielles était justifié pour identifier une éventuelle mobilisation de la pollution suite aux excavations des sols (terminées en novembre 2021) ou suite à l'arrêt du pompage (rabattement) mis en place pour le traitement des eaux souterraines (pompage arrêté en décembre 2021).

Ce suivi n'a pas montré d'évolution depuis 2021, et ne montre aucun impact significatif depuis plus de 10 ans.

Par ailleurs, les actions d'écrouissage passif qui vont se poursuivre dans la zone de la pinède ne sont pas de nature à avoir un impact sur ce suivi.

**Observation n°2:** le suivi des eaux souterraines et superficielles n'est plus justifié et peut être arrêté. Les piézomètres et tous les ouvrages en lien avec la nappe (puits de contrôle) présents sur le site et hors site seront comblés conformément à la norme NF X31-614 et la justification du comblement sera transmis à l'inspection. Un projet d'arrêté préfectoral, joint au présent rapport, est proposé en ce sens.

Dans le cadre de la démarche contradictoire, l'exploitant transmettra sous un mois ses éventuelles observations sur ce projet d'arrêté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Analyse des risques résiduels et dossier SUP**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/08/2021, article 8 et 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, ARR et SUP

**Prescription contrôlée :**

Article 8 : Analyse des risques résiduels (ARR)

L'exploitant transmettra une mise à jour de l'analyse des risques résiduels (ARR) liés à la pollution résiduelle du site sur la base des niveaux de dépollution effectivement atteints....

Article 9: Servitudes d'utilité publique

A l'issue des travaux de dépollution et en fonction des résultats de l'analyse des risques résiduels, l'exploitant propose à Monsieur le préfet de l'Hérault un dossier de demande d'institution de restrictions d'usage selon les niveaux de pollution résiduels....

**Constats :**

L'exploitant a mis en place 16 piézaires sur l'ensemble du site pour réaliser l'analyse des risques résiduels post travaux et vérifier la compatibilité avec un usage de type industriel, correspondant à l'obligation réglementaire de l'exploitant .L'inspection a pu constater lors de la visite la présence de certains piézaires. Les prélèvements de gaz du sol ont été réalisés fin juillet 2024, les résultats ne sont pas encore disponibles.

L'analyse des risques résiduels doit vérifier si le site, après dépollution, est compatible avec l'usage de type industriel avec ou sans aménagements. L'inspection proposera au préfet de l'Hérault de prescrire, dans l'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique, l'obligation de créer un vide sanitaire (ou équivalent) sous toute construction pour éviter l'accumulation, même faible, de substances volatiles dans des locaux régulièrement fréquentés.

Par ailleurs, la zone où se trouve le site ayant été remblayée (espace gagné sur l'étang) par des matériaux présentant localement des teneurs significatives en plomb ou en arsenic, l'inspection proposera au préfet de l'Hérault de prescrire, dans l'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique, l'obligation de recouvrir les sols régulièrement fréquentés.

Observation n°3: l'exploitant transmettra, sous 2 mois, l'ARR et le dossier de SUP pour l'ensemble du site, excepté la zone de la pinède.

Un projet d'arrêté préfectoral, joint au présent rapport, est proposé en ce sens.

Dans le cadre de la démarche contradictoire, l'exploitant transmettra sous un mois ses éventuelles observations sur ce projet d'arrêté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Annexe au rapport:** plan du site indiquant la zone de la Pinède qui fera l'objet d'un PV de récolement ultérieurement.

